



# ROUGE GLAZIK

Bulletin des militant(e)s et sympathisant(e)s du NPA - Pays de Quimper

**Edito :**

**Tous Ensemble, Contre la loi Macron !**

La loi Macron est une attaque caractérisée contre les droits des salariés, cette loi vise à renforcer le pouvoir du patronat afin de satisfaire aux exigences des actionnaires. Elle est passée sans vote à l'assemblée car le gouvernement a utilisé l'article 49-3. Manuel Valls craignait des difficultés avec sa propre majorité. Plusieurs frondeurs du PS menaçaient de ne pas voter le texte.

Cette loi est en effet un nouveau recul pour toute la société. Ce coup de force montre une fois de plus que ce gouvernement est aux ordres du patronat et des plus riches. Seules nos mobilisations, nos luttes pourront les empêcher de nuire.

Le Parti Communiste s'est également élevé contre cette loi et juge antidémocratique le « passage aux forceps à l'aide de l'article 49-3 ». Jean-Luc Mélenchon appelle à « l'union contre Macron et sa loi ». Quant à Cécile Duflot elle affirme que « mettre en échec la loi Macron est un devoir ». Pour Lutte Ouvrière, la loi Macron est « une nouvelle offensive contre les travailleurs » et Alternative Libertaire juge que « La loi Macron, c'est tout pour les patrons ».

Le projet doit désormais passer au Sénat, en avril. Toutes les forces du mouvement ouvrier ont maintenant la responsabilité de construire une mobilisation unitaire et massive pour contraindre le gouvernement, à retirer son projet de loi, comme cela a été le cas pour le CPE de Villepin.

**Pour « faire tomber la loi Macron », Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, a lancé une invitation aux dirigeantEs du Parti de gauche, du Parti communiste, de Lutte Ouvrière, d'Ensemble, d'Alternative Libertaire et d'Europe Écologie-les Verts ainsi qu'aux « frondeurs » socialistes pour participer ensemble à un meeting unitaire le 7 avril prochain.**

Une journée d'action intersyndicale est prévue le 9 avril. Ces initiatives doivent être un premier pas vers le retrait de cette loi.

M.K.



Action NPA chez le député Richard FERRAND,

**Agenda**

- 8 mars** : journée internationale de lutte pour le droit des femmes
- 15 mars** : Randonnée PAT'AU GAZ Loc Eguiner Ploudiry (contre la centrale au gaz)
- 21 mars** : 17h30 Médiathèque de Plougastel : Témoignages sur la guerre d'Algérie
- 3/4/5 avril** : ETEL Morbihan-40<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire contre la centrale d'ERDEVEN

**DANS CE NUMÉRO :**

Edito	<b>1</b>
Ludovic Jolivet et la culture	<b>2</b>
Austérité : même les services de secours...	<b>3</b>
Les élections départementales	<b>4</b>
La France impérialiste	<b>5</b>
Pesticides les capitalistes nous empoisonnent	<b>6</b>
Fiche de lecture : Les deux Rolin	<b>7</b>
Solidarité avec le peuple grec	<b>8</b>
No hay Camino - Podemos	<b>9</b>

## Que veut Ludovic Jolivet en matière de culture ?

*La question se pose au regard de ses premières interventions, pour le moins incongrues en matière de théâtre, et inquiétantes en ce qui concerne l'art contemporain.*

On a vu ainsi le maire se mêler de juger de l'intérêt d'un spectacle proposé par "Très tôt Théâtre" sur le seul critère de la "magie de Noël".



Comme si un tel spectacle ne pouvait être qu' **un élément de la foire commerciale qui empoisonne nos villes en fin d'année**, une guirlande en somme. Jolivet veut du "populaire" comme peut l'être un match de football ou une super production des studios Walt Disney. Et non content de faire ainsi l'étalage de son bon goût, le maire proclame que c'est lui qui décide dans cette ville, laissant assez bien entendre qu'il se fait fort de sélectionner la production culturelle financable en fonction de ses seules orientations.

***C'est le même état d'esprit qui se manifeste à propos du "Quartier".***

Quimper a la chance de disposer d'un lieu dédié à l'art contemporain. On sait combien l'art contemporain est dénigré : Il en a été ainsi à toutes les époques. De tous temps les artistes ont été incompris et

méprisés de leur vivant. **L'art de notre temps vaudrait-il moins que celui des générations précédentes, Qui peut en décider, et sur quel critère ?**

Des lieux comme le Quartier ont le mérite de présenter l'œuvre d'artistes vivants. Il ne s'agit pas seulement d'un lieu d'exposition, la démarche pédagogique y est présente (malgré la faiblesse des moyens) et ceux qui veulent comprendre le peuvent. Alors sans doute, la fréquentation est faible et le dédain des béotiens emplît les cafés du commerce. Mais le rôle des décideurs publics est précisément d'ouvrir la route des possibles, d'élever le débat et de donner à connaître ce qui a tant de mal à s'exprimer.



Les menaces de fermeture qui se profilent aujourd'hui suscitent un profond sentiment d'indignation, voire d'écœurement chez tous ceux qui sont attachés au pluralisme culturel.

***Et qu'en sera-t-il de Gros Plan ?***

En matière de cinéma, l'association Gros plan, chargée de

promouvoir le cinéma d'art et essai à Quimper, qui a déjà beaucoup souffert en quittant le Chapeau Rouge **redoute une baisse de sa subvention municipale**, baisse qu'elle espère limitée à 5%.



Globalement, c'est la conception de la culture de la nouvelle équipe municipale qui pose problème : **Que veut-on faire de Quimper ?**

Une sorte de super-marché sonorisé par les binious et bombardes ?



## **AUSTERITE : MÊME POUR LES SERVICES DE SECOURS ....**

**Les effectifs déjà insuffisants encore réduits suite à la cure d'austérité !**

Le service départemental d'incendie et de secours du Finistère (SDIS) est chargé d'assurer la sécurité dans ce département qui compte 900 000 habitants sur un territoire de plus de 6700 km<sup>2</sup>. Il se classe dans la deuxième catégorie, en terme d'importance, parmi les SDIS de France et reçoit, théoriquement, les moyens proportionnés. Dans la pratique, c'est celui qui, dans cette catégorie, réalise le plus grand nombre d'interventions (51000 environ en 2014) **ce qui pose déjà un problème d'insuffisance des effectifs** (450 sapeurs pompiers professionnels, 2000 volontaires et 135 personnels administratifs et techniques).

Or, la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales se répercute en cascade (le SDIS est financé par le conseil général et par les communes) et induit des restrictions qui se traduisent par une véritable cure d'austérité, même si la direction du SDIS présente les choses autrement.

**Réorganisation : plus d'encadrement, moins d'exécutants !**

Les techniques managériales destinées à faire passer la pilule de l'austérité sont partout les mêmes. On commence par réorganiser les services ce qui aboutit, sous couvert de rationalisation, à des économies d'échelle déguisées. On renforce l'encadrement et on fait monter la pression sur les exécutants dont le nombre diminue. Puis on travaille sur la substance des missions, on l'examine en détail et on en restreint la portée.

Ainsi, le SDACR (Schéma départemental d'analyse et couverture des risques), élaboré en collaboration avec les services préfectoraux et dont l'adoption doit faire l'objet d'un vote le 13 mars prochain a subi un complet toilettage.

**A l'avenir, 2 pompiers en vaudront 3 ! Pour une sécurité renforcée ???**

La typologie des interventions n'a pas changé mais le nombre de pompiers mobilisés par catégorie de sinistre a été revu à la baisse. Ainsi, précédemment, dans le cadre du secours à la personne, les règles départementales prévoyaient la mobilisation en 20 minutes de 3 pompiers. **Désormais seuls 2 pompiers se déplaceront**, sans garantie de délai. **Le risque nautique est également impacté** (moins de bateaux, moins de plongeurs ..) alors même que le Finistère est un département marin par excellence. Les pompiers eux mêmes ne sont plus en sécurité dans un tel contexte.

**Grève illimitée pour dénoncer cette nouvelle organisation et par là-même la dégradation du service public !**

Le SDACR, lourd document de 180 pages, a été communiqué aux organisations syndicales seulement 10 jours avant sa présentation au comité technique départemental.

La CGT du SDIS s'est immédiatement prononcée contre les restrictions envisagées et a décidé d'interpeller la population et les élus pour dénoncer la dégradation de la qualité du service public des secours. **La grève illimitée a été décidée** et le récent conseil d'administration du SDIS a été envahi par les manifestants ce qui n'a pas empêché le vote du budget (*dimensionné pour accueillir le nouveau SDACR*) dans un brouhaha indescriptible.

**La grève se poursuit et s'étend. La détermination des personnels du SDIS se renforce.**

**Les revendications sont claires :**

- ⇒ **Refus du nouveau SDACR,**
- ⇒ **Recrutement d'une douzaine de sapeurs supplémentaires,**
- ⇒ **Remplacement des arrêts de travail...**



Source photo: Le Télégramme - 14 février 2015

## Elections départementales

*Les 22 et 29 mars les électeurs désigneront « leurs » conseillers départementaux.*

Et pourtant les citoyens devront voter pour des candidats dont on ne sait pas bien à quoi ils serviront ! En effet à ce jour « la nouvelle organisation territoriale » n'est pas bouclée et les compétences entre région, département et commune sont loin d'être limpides. Mais qu'à cela ne tienne ! Les régions ont été modifiées sans consultation des populations ( Quid du rattachement de la Loire Atlantique à la Bretagne), les cantons ont été redécoupés... et surtout les dotations budgétaires de l'état sont en baisse.

Il est vrai que selon le Gouvernement Valls/ hollandaise, il faut faire des économies sur la qualité des services publics pour réduire le déficit et rembourser **une dette qui de privée ( les banques) s'est transformée** « par la magie de l'Europe capitaliste » **en dette publique...**

Les départements devaient disparaître à l'horizon 2020. C'est moins sûr aujourd'hui mais les compétences et les missions seront bien moindres.

**Ces élections départementales, dans un contexte de crise sociale, et politique aggravée, apparaissent bien nébuleuses et dans tous les cas bien loin des préoccupations de la grande masse des travailleurs et de la population.**

Dans ce contexte et aussi pour des raisons de moyens financiers le NPA a décidé de ne pas s'engager dans cette compétition électorale sauf exception comme dans le canton de Carhaix.

**Dans le canton de Carhaix-Plouguen** le NPA Kreizh Breizh sera donc présent dans le cadre d'une liste unitaire avec le FDG sur un programme anti-austérité et anticapitaliste, totalement indépendant des politiques de droite menées par la majorité PS du Conseil Général. Les candidatEs et le programme ont été choisis et élaborés démocratiquement. Cette



Philippe Poutou et la liste unitaire NPA FDG

candidature de rassemblement insiste à juste titre sur cette indépendance réelle et sur des propositions vraiment sociales en rupture avec la gestion libérale du canton et du département.

**Bon vent à tous nos camarades !!!**

**Dans le reste du Finistère, l'horreur première c'est d'abord le FN présent dans tous les cantons.** Des noms, peu d'existence réelle mais une assurance de gains électoraux grâce à un discours démagogique et xénophobe haineux mais surtout à cause d'une gauche libérale qui ne développe qu'une politique de droite austéritaire et désespérante.

Quand à « la gauche de la gauche », hormis l'excellente expérience en Kreizh Breizh , c'est un peu la cacophonie et la confusion politique qui dominant..., même entre les différentes composantes du FDG dans plusieurs cantons...

**A Quimper, la liste intitulée « contre l'Austérité et pour l'humain d'abord »** conduite par le PCF/FDG oublie un peu vite qu'il y a encore quelques mois elle était participante de la liste municipale menée par Bernard Poignant, PS, et conseiller particulier auprès du président Hollande... **Comme indépendance et lutte contre l'Austérité, on a vu mieux !!!**

### CACOPHONIE/CONFUSION ET OUBLI

La liste des candidats FDG étaient à peine présentée qu'un rectificatif venait à annoncer qu'à Brest finalement les divers courants du FDG n'avaient pas pu trouver d'accord pour réaliser des listes uniques...

En pays Bigouden, cela semble être aussi le cas puisque le PG dans un communiqué se dit ne pas être représenté par les candidatures FDG...

Quant à Quimper qui soutient le PCF/FDG ?

Ceci dit, cette **cacophonie** ne permet pas de comprendre où sont les divergences et rien n'est dit de l'attitude au second tour à l'égard du PS, et des candidats FDG qui sont déjà ou ont été encore très récemment dans les majorités de gestion avec le PS...**Confusion !!!**

En revanche ce qui fait l'unanimité, c'est l'**oubli** répété, de mentionner le rassemblement contre l'austérité et anticapitaliste sur le canton de Carhaix entre le NPA Kreizh Breizh et le FDG Centre Finistère.

# LA FRANCE IMPERIALISTE

Cet article a été écrit avant la tuerie au siège de CHARLIE. Il concerne la politique impérialiste de l'état français, de manière indépendante, essentiellement en Afrique. Car par ailleurs, la France intervient comme auxiliaire de la première puissance impérialiste mondiale, celle des Etats Unis, principalement au proche et au moyen Orient.

## L'héritage colonial.

Si l'essentiel de l'ex-empire colonial français a été démantelé dans les années 1960, n'oublions pas qu'il en reste des miettes, constituant les DOM-TOM, principalement la Guyane, La Martinique et La Guadeloupe en Amérique, La Réunion et Mayotte dans l'Océan Indien, Tahiti, la Nouvelle Calédonie et autres en Océanie.

La politique française qui a été mise en œuvre à l'issue de la décolonisation a souvent été qualifiée de néo-coloniale : un soutien politique et militaire à des régimes inféodés, dictatoriaux et corrompus, permettant la poursuite du pillage des matières premières. La fin de la période gaulliste et les alternances politiques depuis 1981 n'ont guère modifié les fondements de la politique impérialiste en Afrique.

## Interventions et présence militaire.

La liste des interventions de l'armée française serait trop longue. Depuis 2000 on peut citer la Côte d'Ivoire (2002-2004 puis 2011), la RDC en 2003, la Libye en 2011, la Centrafrique en 2013, le Mali depuis 2013. Ces interventions se font sous couvert de l'ONU parfois, d'accords bilatéraux ou de protection des ressortissants français. Le plus souvent il s'agit de défendre des dictateurs « amis », ce qui n'empêche pas une certaine souplesse politique : anticiper la chute inévitable en appuyant celui qui prendra la relève.

Ces interventions sont permises par une présence permanente conséquente de forces armées françaises sur le continent.

## Des intérêts économiques.

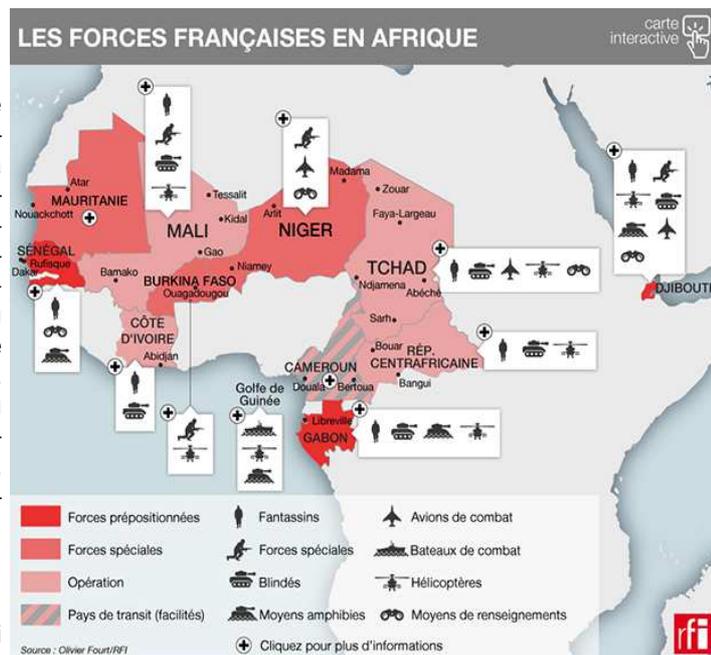
La politique impérialiste de la France en Afrique n'obéit pas qu'à des considérations géopolitiques, mais vise bien à assurer les profits d'entreprises capitalistes. Des secteurs particulièrement investis : les ressources minières, Total y réalise un tiers de sa production d'hydrocarbures, Areva exploite l'uranium du Niger, selon un nouvel accord qui reste inégal ; les infrastructures et services, avec Bouygues pour la distribution d'eau et d'électricité en Côte d'Ivoire, des infrastructures portuaires ou de transport, Orange dans la téléphonie mobile ; l'agro-industrie, coton, cacao, forêts.

## L'impérialisme près de chez vous

Le groupe Bolloré, vous savez ceux qui font des véhicules propres, réalise 27 % de son chiffre d'affaires en Afrique : transports et logistique, équipements miniers et industriels, palme-raises même ...

Au-delà de la dénonciation de l'exploitation et du pillage qui maintiennent la misère et le sous développement, des dégâts causés à l'environnement, nous devons nous mobiliser contre les interventions militaires qui n'engendrent que plus de chaos et alimentent les forces djihadistes ou des factions ethniques. Une réelle difficulté est la quasi absence dans les pays concernés de forces authentiquement démocratiques et progressistes, et le plus souvent les soulèvements populaires contre la dictature ou la corruption sont récupérés par de nouveaux potentats.

Jean Michel Manac'h



## Pesticides :

### Les capitalistes nous empoisonnent ! Le gouvernement laisse faire !

François Hollande, dans une interview à l'agence de presse Actuagri, liée à la FNSEA, a appelé les agriculteurs à se tourner vers « l'agroécologie ». Il a souhaité que l'agriculture française soit, à l'avenir, moins gourmande en énergie et en pesticides. **Le gouvernement voudrait-il changer le modèle agricole, sortir du productivisme ?** François Hollande nous prendrait-il pour des lapins de trois semaines ? Ou bien pour des poussins à peine sortis de l'œuf ?

**Plutôt que de prendre pour argent comptant les déclarations d'Hollande, regardons plutôt les résultats des politiques menées ainsi que les mesures réellement prises depuis qu'il est président.**

Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, a dévoilé récemment le nouveau plan Écophyto (plan de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires c'est-à-dire insecticides, fongicides, herbicides et autres biocides...) qui va remplacer le premier, issu du Grenelle de l'environnement de Sarkozy en 2008...

La version UMP nous promettait de réduire l'utilisation de pesticides de 50 % d'ici 2018.

#### Résultat des courses : + 10 % entre 2008 et 2013 !

La version PS maintient le même objectif (réduction de 50% !) mais d'ici 2025... **alors que l'on trouve toujours dans l'eau des molécules qui sont interdites depuis plus de 20 ans et que les nouvelles molécules sont toujours plus létales que les anciennes.**

Les moyens alloués (70 millions d'euros) sont à mettre en rapport avec la taille d'une industrie qui pèse près de 2 milliards d'euros. La France, dont la superficie est la 45<sup>ème</sup> du monde, est le troisième pays utilisateur de biocides et le premier en Europe.

Les mesures annoncées sont risibles. Le plan prévoit d'augmenter le nombre de fermes « Dephy », ces fermes « pionnières » qui ont réussi à diminuer de quelques pourcents leur utilisation d'intrants chimiques, de 2 000 à 3 000 fermes, alors que la France compte 515 000 exploitations agricoles... Encourager l'usage de pulvérisateurs plus précis revient à combattre le réchauffement climatique avec des voitures plus aérodynamiques ! Sans mentionner le fait que de nombreux produits ne sont pas pulvérisés mais enrobent les semences.

#### Le « plan supercherie »...

La méthode de calcul basée sur les NODU (Nombre de doses unités) est une supercherie. Seule est prise en compte la substance dite active, alors que l'on sait pertinemment que les adjuvants sont autant, voire plus, dangereux. Les autres mesures consistent à remplacer des substances issues de la chimie de synthèse par des molécules prétendument naturelles (est-il besoin de rappeler que l'on peut s'empoisonner très efficacement avec des substances naturelles, amanites et autres digitales ?).

Toutes les mesures de biocontrôle (par des substances ou des organismes naturels) n'ont aucun sens si on ne remet pas à plat tout le système agricole.

Nous rejetons les mesures proposées par EÉLV : **l'augmentation de la fiscalité**, dont l'inefficacité a été démontrée par la taxe carbone ; **le moratoire sur les pesticides néo-nicotinoïdes**, alors qu'il faudrait les interdire à jamais. Avec ce plan Écophyto, **on voit bien qui est aux manettes des ministères de l'Écologie et de l'Agriculture : l'Union des industries de la protection des plantes (UIPP) et la FNSEA**. Et pas la moindre considération pour l'environnement et la santé des travailleurs et de la population.

**Le modèle agricole dominant est nocif pour les agriculteurs comme pour les populations :** il détruit l'emploi dans l'agriculture comme dans les industries agroalimentaires, il détruit l'environnement, il produit des aliments de qualité médiocre et pose de graves problèmes de santé publique. Le gouvernement nous propose un simple verdissement de l'agriculture agroindustrielle.

**Au NPA nous pensons qu'il est grand temps d'en sortir de cette agriculture là, pour se tourner vers une agriculture réellement agroécologique, une agriculture qui respecte le travailleur et la nature.**



## Fiche de lecture : **LES DEUX ROLIN**

Ils sont tous deux journalistes, voyageurs et écrivains. Nés à la fin des années 40, ils ont vécu de très près mai 68. Olivier, l'aîné, a été bien près de basculer dans la lutte armée (lire « Tigres de papier »).

Depuis, ils ont travaillé, ils ont beaucoup lu, ils ont voyagé, ils ont écrit. Et ils ont utilisé leurs passions de jeunesse dans des œuvres qui les situent parmi les meilleurs écrivains du moment.

Olivier vient de publier "Le Météorologue" (au Seuil, 10/2014) dont le sujet lui a été donné lors d'un énième voyage en Russie, pays qui lui est cher et qui lui a déjà inspiré plusieurs livres.

Le météorologue s'appelait Alexei Féodossévitch Vangengheim. Né en Ukraine en 1881 dans une région qui est actuellement sur le territoire de l'Ukraine. Brillant scientifique, passionné et inspiré, visionnaire même (il a perçu longtemps avant tout le monde les possibilités de l'énergie éolienne et de ses applications sur l'immense territoire russe), bon communiste et parfaitement inséré dans la société soviétique, il devint en 1920 directeur du service hydro-météorologiste de son pays.

**« Son domaine c'était les nuages. Sur toute l'étendue immense de l'URSS, les avions avaient besoin de ses prévisions pour atterrir, les navires pour se frayer un chemin à travers les glaces, les tracteurs pour labourer les terres noires. Dans la conquête de l'espace commençaient, ses instruments sondaient la stratosphère, il rêvait de domestiquer l'énergie des vents et du soleil, il croyait construire le socialisme, jusqu'au jour de 1934 où il fut arrêté comme saboteur . »**

Il ne connaîtra jamais les raisons de cette arrestation. Dans le style kafkaïen de l'URSS de ces années-là, il fut interrogé, condamné et interné dans une forteresse, ancien monastère orthodoxe reconverti sur l'archipel des Solovki, sans jamais savoir de quoi précisément on l'accusait (sabotage, propagande anti-soviétique...tout cela ne voulait rien dire pour lui : Il en était tout simplement incapable et ne pouvait que croire à une erreur). Il retrouva là-bas beaucoup d'autres savants, artistes, intellectuels, que le régime maltraitait ignoblement.

Dans sa prison il put entrer en correspondance avec sa femme restée à Moscou et avec sa fille Eléonora, née en 1930 à laquelle il adressa de magnifiques lettres illustrées de dessins, figures, formules, herbiers...Eléonora a conservé ces documents et c'est en les découvrant par hasard lors d'une visite aux Solovki que livier Rolin a retrouvé les fils de cette histoire malheureuse et tragique, tellement russe en somme.

En 1937, Alexei Feodossévitch fut emmené avec plusieurs centaines d'autres détenus vers une destination mystérieuse. À partir de cette date sa femme et sa fille ne reçurent plus aucun courrier. Olivier Rolin est parvenu, avec l'aide d'une association, à retracer très précisément de quelle manière affreuse le régime avait organisé dans le plus grand secret un meurtre de masse dans des conditions particulièrement horribles dont s'inspirèrent ensuite les nazis dans l'application de la solution finale contre les juifs d'Ukraine et de Russie.

Le récit de cette histoire poignante et révoltante, mené avec une maîtrise peu ordinaire est celui de la perversion, du dévoiement, de la trahison et finalement de l'écrasement de « cette grande lueur à l'est » qui donna tant d'espoir au 20ème siècle à des millions d'hommes et de femmes sur toute la planète. On sait ce qu'il en reste.

Jean Rolin, le cadet (mais à peine, il est né en juin 49 et Olivier en mai 47) n'est pas le même genre d'écrivain que son frère, mais certainement pas d'un genre inférieur. L'anecdote qu'il déroule au long de son récit est parfaitement contingente ; c'est à peine s'il s'en soucie. Cet homme là est un flâneur, un rêveur, un artiste.

Dans son nouveau livre, "Les Evènements", paru chez POL en janvier, il se contente d'une ballade en France après avoir voyagé en Arabie ou à Los Angeles dans ces deux précédents romans mais le dépaysement est le même.

Pour Jean Rolin tout commence (et tout finit) par un lieu à décrire. Et pour ce faire il utilise de longues phrases magnifiquement ciselées, pleines d'incidentes et de subordonnées pour n'oublier aucun détail. Sa technique évoque celle d'un peintre représentant par touches successives un paysage.

**« Ainsi le Langouryou, non loin de la**

**gare de Langogne, venait-il à se jeter dans l'Allier, en contrebas d'une étendue d'herbe rase, plantée irrégulièrement d'arbres nus, sur laquelle des courts de tennis, jadis, avaient été aménagés : cinq courts exactement, situés sur un terrain inégal et donc à des hauteurs légèrement différentes, et dont le revêtement usé, délavé par les pluies, localement envahi par la mousse, évoquait les vestiges d'une civilisation disparue. »**

Jean Rolin est aussi un humoriste subtil, plein d'ironie, de mélancolie et d'autodérision. Ces touches d'humour poussent parfois, à l'impromptu, au détour d'une phrase qui ne le laissait pas prévoir, à la franche cocasserie.

Contrairement à ce que le titre laisse à entendre, il ne se passe à peu près rien dans "Les Evènements". Le récit est vaguement situé dans un avenir très proche, la France est en proie à une guerre civile et différentes factions se partagent le territoire. On ne saura jamais quand, comment et pourquoi tout cela a commencé. A l'évidence l'auteur lui-même n'en sait rien et, pire, il s'en fiche. On comprend assez vite que cette histoire sans rime ni raison lui est parfaitement indifférente. Les personnages sont tout aussi falots, flous, sans consistance. Rolin avait simplement besoin d'un prétexte pour décrire par le menu l'itinéraire d'une ballade à travers la France, de Paris à Port de Bouc où le roman s'achève par de magnifiques descriptions d'installations portuaires.

Jean Rolin a vécu à St Nazaire, il y a milité (pour la GP), il a été docker...Son enfance et sa jeunesse se sont déroulées dans des ports. Il aime les docks, les grues, les paquebots, les vraquiers et ses livres sont pleins de cette passion là...Il laisse aussi percer son goût pour la nature et les animaux, les oiseaux en particulier. Sa vision du monde est très désabusée. Il essaie d'entrevoir la vie qui continue même sous les bombes : « ...même si elle continue d'entraîner un risque vital bien supérieur à celui que l'on serait prêt à affronter en temps de paix, l'activité humaine se poursuit, ou reprend, presque comme si de rien n'était ».

C'est peut-être ce qui réunit les deux frères : La résistance, et l'espoir d'un monde meilleur malgré la tyrannie.

JYLB

## SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GREC

Par le Comité international de la IVe Internationale

La victoire électorale de Syriza et la déroute des partis soumis aux exigences de la troïka a aussi été une remise en cause frontale de la politique des classes dirigeantes et des institutions européennes.

**Pour la première fois, les plans de récession sociale imposés depuis 4 ans aux classes ouvrières européennes ont été désavoués électoralement** en portant au gouvernement un parti qui, malgré des déclarations contradictoires, a fait l'essentiel de sa campagne sur le rejet de ces plans, et cela dans le pays qui, en Europe, a subi avec le mémorandum imposé par l'Union européenne, la BCE et le FMI, l'attaque sociale la plus violente.

**Dès lors, l'arrivée de ce gouvernement a été un signe d'espoir pour tous ceux qui, en Europe notamment, subissent ces mêmes politiques et pour les forces sociales et politiques qui cherchent à tracer la voie de la résistance aux politiques d'austérité.**

Au lendemain de son élection, le gouvernement Tsipras a annoncé qu'il allait mettre en œuvre une série de mesures en rupture avec les engagements de Samaras.

Ces déclarations se sont immédiatement heurtées aux exigences de l'Union européenne et de la troïka. Dès le 4 février, la Banque centrale européenne a annoncé que le refinancement des banques grecques était stoppé, car elle n'acceptait plus les bons de la dette grecque et dans le même temps un mouvement massif de retraits de liquidités s'opérait en Grèce. La pression sur le gouvernement Tsipras est allée croissante ces derniers jours, lors des réunions de l'Eurogroupe, pour que la Grèce accepte et maintienne le cadre du mémorandum, pression soutenue par l'ensemble des gouvernements européens, la droite et la social-démocratie. La volonté clairement et unanimement affi-

chée est d'étrangler le gouvernement grec en contrôlant son système bancaire.

**Les exigences mises en avant par l'Eurogroupe montrent bien que l'idée selon laquelle on pourrait rompre avec les politiques d'austérité en faisant l'économie d'une confrontation avec l'Union européenne est invalidée dans les faits.**

Au-delà des mots, dans les premiers accords passés entre l'Eurogroupe et le gouvernement de Tsipras, le gouvernement s'engage à rembourser intégralement et à temps les crédateurs. Cela manifeste un recul sur les engagements pris devant le peuple grec.

**Une bataille de longue haleine s'engage.** Les institutions européennes affichent une nouvelle fois leur volonté d'imposer des politiques néolibérales extrêmement dures qui conduisent à la marginalisation économique et sociale de pays entiers. Toute force qui veut s'inscrire en faux contre les choix dominants en matière de politique économique, doit se préparer à la nécessité d'être expulsée ou à quitter ce cadre institutionnel. Le rejet des mémorandums et des diktats budgétaires de l'UE, le non-remboursement de la plus grande partie de la dette, sont les questions clefs d'affrontement. C'est aux forces politiques et sociales grecques elles-mêmes, dans le cadre d'un débat public très large et démocratique de choisir les méthodes apparaissant les plus adéquates pour mener une telle politique contre la troïka, en construisant le meilleur rapport de forces possible au sein de la population grecque et en s'adressant aux populations européennes, victimes elles aussi des plans d'austérité. Cette politique ne pourra pas se consolider sans une politique qui casse toutes les attaques anti-sociales imposées au peuple grec depuis quatre ans dans le domaine

des salaires, de la santé, du droit au travail et au logement. Une telle orientation impose de prendre des mesures anticapitalistes, d'incursion dans la propriété capitaliste, nationalisation des banques, et de certains secteurs clés de l'économie, réorganisation de l'économie pour satisfaire les besoins sociaux élémentaires.

**Pour imposer ces solutions, la mobilisation sociale, le contrôle des travailleurs sur leurs propres affaires sont indispensables.**

Une bataille décisive s'engage en Grèce, mais tous les peuples d'Europe sont concernés. Le peuple grec ne doit pas rester isolé. Les dirigeants de l'Union européenne prétendent parler au nom des peuples dans leur volonté d'étrangler le peuple grec.

Il est d'une exigence immédiate de construire une solidarité massive avec le peuple grec, son mouvement ouvrier politique et social, de construire un rapport de forces européen face au bras de fer qui doit s'engager aujourd'hui, avec la mobilisation de grandes forces du mouvement ouvrier dans toute l'Europe. Il faut empêcher les gouvernements de l'Union européenne de continuer à imposer leurs diktats, refuser toute ingérence, tout chantage au remboursement de la dette. C'est aux peuples de décider de leurs propres affaires.

**Il faut, avec les associations, le mouvement syndical et toutes les organisations, dresser, dans tous les pays européens, un mur de solidarité avec le peuple grec, contre les politiques de la troïka. C'est la tâche que se donnent les militants de notre Internationale dans les jours et les semaines à venir.**

*\* Cette résolution a été adoptée par une très large majorité par le Comité international de la IVe Internationale, le 24 fé-*

## No Hay camino ; Hay que caminar



Le parti « **Podemos** » est tout récent. Politiquement il s'est dévoilé avec les dernières élections Européennes où il a obtenu 1 250 000 voix et 5 eurodéputés. Depuis il s'est fortement développé, structuré jusqu'à menacer, présentement, les partis institutionnels que sont le Parti Populaire (droite au pouvoir) et le PSOE (« Gauche de droite)...

Pourtant à y regarder de plus près on découvre vite que le phénomène « Podemos » n'est pas un miracle divin tombé du ciel mais bien une force construite à partir des réalités sociales, économiques et politiques de l'Espagne d'aujourd'hui ou plutôt des nations de l'Espagne d'aujourd'hui.

Sans le mouvement des « Indignados », très fort dans toute l'Espagne comme en Catalogne, au Pays Basque ou en Galice, sans les grandes « Marées » en défense de la santé publique, de l'école publique et les nombreuses grèves dans tout le pays, Podemos n'aurait pas vu le jour.

Sans les fortes mobilisations contre les banques spoliatrices, contre les expulsions des logements et le chômage, sans les occupations des places et de l'espace public, sans le rejet intransigeant des partis institutionnels corrompus qu'ils soient de droite ou se prétendent de gauche, Podemos n'aurait pas vu le jour.

Sans la mobilisation d'une jeunesse fortement scolarisée mais encore plus fortement déclassée, animée d'une immense volonté de se réapproprier, à sa manière, son avenir, Podemos n'aurait pas vu le jour.

Mais sans l'entêtement et l'engagement de centaines d'activistes anticapitalistes, révolutionnaires, (connaissant les erreurs du passé, les errements électoralistes voire les trahisons dans l'histoire,) qui se sont investis pleinement dans tous ces mouvements sociaux en respectant les rythmes, la démocratie horizontale et directe, les questionnements des unEs et de autres, Podemos n'aurait pas

vu le jour.

C'est ce mélange du neuf en pensant à l'ancien qui fait que Podemos est un parti « un intellectuel collectif » qui peut aider grandement à changer radicalement la donne. Structuration nationale, Structuration régionale et communale mais démocratie horizontale avec appel à l'activité et à l'auto-organisation des gens (celles et ceux d'en bas) pour garder la main sur le fonctionnement et les choix politiques.

Lucidité de ces activistes, de ces militants anticapitalistes qui ont su aider à fédérer les énergies, aller à l'essentiel, montrer à voir que « l'impossible » devenait possible en sachant que ce pari comportait évidemment aussi beaucoup de risques...

**Que le chemin n'était pas tracé ; mais que nous marcherions quand même !**

**Thomas Delmonte**



### Contacts

- Comité NPA Quimper : npa.kemper@gmail.com
- Téléphoner au NPA Quimper : 06 59 71 42 21
- Blog : npa29.unblog.fr
- Site internet national du NPA : <http://www.npa2009.org/>
- Courrier des lecteurs : rouge.glazik@orange.fr